

# SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

## Premier trimestre de l'année 2016

Entre le premier trimestre de l'année 2015 et la même période de 2016, l'économie marocaine a perdu 13 000 postes d'emploi, contre une création annuelle moyenne de 71 000 postes au cours des trois dernières années. Ce recul dans le volume de l'emploi résulte d'une perte de 28 000 postes en milieu rural et d'une création de 15 000 en milieu urbain, ce qui s'expliquerait principalement par l'impact des conditions climatiques ayant caractérisé l'actuelle campagne agricole.

C'est ainsi qu'au niveau sectoriel, ces destructions constituent le solde entre d'une part, les pertes par le secteur de l'agriculture, forêt et pêche<sup>1</sup> de 15 000 postes et par l'industrie y compris l'artisanat<sup>2</sup> de 14 000 et d'autre part, les créations de 10 000 par le secteur des "services" et de 6 000 par celui des BTP. Dans ce contexte, le nombre de chômeurs au Maroc, s'est accru de 12 000 personnes, provenant d'une hausse de 22 000 en milieu urbain et d'une baisse de 10 000 en milieu rural, a atteint 1 169 000 personnes. Avec une progression de 14,3% à 14,6% en milieu urbain et un recul de 4,7% à 4,5% en milieu rural, le taux de chômage a augmenté de 0,1 point au niveau national, passant de 9,9% à 10%. Parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans, il a atteint 23% au lieu de 21,3% et parmi les détenteurs de diplômes, 17,5% au lieu de 17,3%.

A ce niveau, il y a lieu de noter également l'émergence de nouvelles données relatives au chômage des jeunes diplômés, particulièrement les lauréats des grandes écoles et instituts. Sans atteindre toutefois le niveau élevé des diplômés des facultés, dont le taux de chômage représente actuellement près de 2,5 fois le taux national, celui des lauréats des grandes écoles et instituts (9,5%) tend à avoisiner le taux national alors qu'il était, jusqu'en 2012, de l'ordre de 5%.

Le taux de sous-emploi a, quant à lui, augmenté de 1 point au niveau national, passant de 9,9% à 10,9%. Il est passé de 9,3% à 10,1% en milieu urbain et de 10,5% à 11,7% en milieu rural.

### Légère baisse des taux d'activité et d'emploi

Entre le premier trimestre de l'année 2015 et la même période de 2016, la population active âgée de 15 ans et plus a augmenté de 0,6% en milieu urbain et a régressé de 0,7% en milieu rural, ce qui a conduit à une stagnation de l'offre globale du travail autour de 11 669 000 personnes au niveau national. Le taux d'activité, quant à lui, avec un accroissement de la population âgée de 15 ans et plus de 1,5%, a diminué de 0,7 point, passant de 47% à 46,3% entre les deux périodes.

Dans ce cadre, 7 000 postes d'emplois rémunérés ont été perdus au cours de la période, résultant d'une création de 31 000 postes en milieu urbain et d'une perte de 38 000 en milieu rural. L'emploi non rémunéré, composé principalement (96,8%) d'aides familiales, a enregistré une baisse de 16 000 postes en zones urbaines et une création de 10 000 postes en zones rurales, ce qui s'est traduit par une perte de 6 000 postes d'emploi au niveau national.

En conséquence, avec une perte de 28 000 postes en milieu rural et une création de 15 000 en milieu urbain, l'économie marocaine a perdu 13 000 postes d'emploi. Le volume global de l'emploi est ainsi passé, entre les deux périodes, de 10 513 000 à 10 500 000. Le taux d'emploi a, quant à lui, reculé de 0,6 point au niveau national, passant de 42,3% à 41,7%. Il a aussi baissé de 0,6 point en milieu urbain, de 35,6% à 35% et de 0,7 point en milieu rural, de 52,9% à 52,2%.

### Les secteurs primaire et secondaire à l'origine des emplois perdus

C'est ainsi, qu'au niveau national, le secteur de l'agriculture, forêt et pêche<sup>1</sup>, après avoir créé en moyenne annuelle 34 000 postes d'emploi au cours des deux dernières années, a connu une perte de 15 000 postes, correspondant à une baisse de 0,4% du volume d'emploi du secteur.

De son côté, le secteur de l'industrie<sup>2</sup> qui comprend aussi l'artisanat, dont l'évolution se caractérise par une certaine instabilité entre les premiers trimestres, a perdu 14 000 postes, ce qui correspond à une baisse de 1,2% du volume d'emploi du secteur, contre une création de 9 000 postes l'année dernière et une perte de 45 000 postes l'année d'avant. En revanche, le secteur des "services" a créé 10 000 postes d'emploi, ce qui correspond à une hausse de 0,2% du volume d'emploi du secteur, contre une création de 4 000 postes l'année dernière et une création annuelle moyenne de 110 000 postes au cours des années 2011-2014.

De même, le secteur des BTP a connu une légère reprise avec la création de 6 000 postes d'emploi, représentant une hausse de 0,6% du volume d'emploi du secteur, contre une stagnation l'année dernière et une perte annuelle moyenne de 37 000 postes durant la période 2012-2014.

### Situation, évolution et principales caractéristiques du chômage

La population active en chômage a augmenté de 1% au niveau national, passant de 1 157 000 au premier trimestre de l'année 2015 à 1 169 000 chômeurs au même trimestre de l'année 2016, ce qui correspond à 12 000 chômeurs en plus, résultant d'une augmentation de 22 000 en milieu urbain et d'une diminution de 10 000 en milieu rural. En conséquence, le taux de chômage est passé, entre les deux périodes, de 9,9% à 10% au niveau national, de 14,3% à 14,6% en milieu urbain et de 4,7% à 4,5% en milieu rural.

Les hausses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+1,7 point) et les adultes âgés de 25 à 34 ans (+0,6 point).

En revanche, le taux de chômage des personnes n'ayant aucun diplôme a diminué de 0,4 point et celui des adultes âgés de 35 à 44 de 0,2 point.

Le chômage demeure en particulier élevé parmi les diplômés et les jeunes âgés de 15 à 24 ans. C'est ainsi que : le taux de chômage est de 4,3% parmi les personnes sans diplôme, de 15,3% parmi ceux ayant un diplôme de niveau moyen<sup>1</sup> au niveau desquels il enregistre 25,9% parmi les diplômés de la spécialisation professionnelle, et de 21,8% parmi les détenteurs d'un diplôme de niveau supérieur<sup>2</sup> avec en particulier un taux de 24,2% pour les lauréats des facultés.

Il est de 23% parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans et de 41,5% parmi les citadins d'entre eux, contre 10% pour l'ensemble des personnes âgées de 15 ans et plus.

### Situation et évolution du sous emploi

Le volume des actifs occupés en situation de sous emploi a augmenté, entre les deux périodes, de 1 040 000 à 1 141 000 personnes au niveau national, de 502 000 à 544 000 personnes dans les villes et de 538 000 à 597 000 dans les campagnes. Le taux de sous emploi est ainsi passé de 9,9% à 10,9% au niveau national, de 9,3% à 10,1% dans les villes et de 10,5% à 11,7% dans les campagnes.

<sup>1</sup> Les diplômés de niveau moyen regroupent les certificats de l'enseignement primaire, ceux du secondaire collégial et les diplômes de qualification ou de spécialisation professionnelle.

<sup>2</sup> Les diplômés de niveau supérieur regroupent les baccalauréats, les diplômes de techniciens ou de techniciens spécialisés et les diplômes d'enseignement supérieur (facultés, grandes écoles et instituts).

## INDICATEURS TRIMESTRIELS D'ACTIVITE, D'EMPLOI ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE<sup>(1)</sup>

(les effectifs en milliers et les taux en %)

INDICATEURS	1 <sup>er</sup> TRIMESTRE 2015			1 <sup>er</sup> TRIMESTRE 2016		
	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
<b>ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)</b>						
<b>Population active</b>	<b>6 298</b>	<b>5 372</b>	<b>116 70</b>	<b>6 336</b>	<b>5 333</b>	<b>11 669</b>
Taux de féminisation de la population active	22,0	31,6	26,4	21,9	31,1	26,1
Taux d'activité	41,6	55,5	47,0	41,0	54,7	46,3
— Selon le sexe						
• Hommes	67,2	78,4	71,6	66,5	77,9	70,9
• Femmes	17,7	34,0	24,0	17,3	33,0	23,4
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	20,9	39,7	29,5	19,9	38,2	28,2
• 25 - 34 ans	58,0	64,3	60,5	58,1	64,0	60,5
• 35 - 44 ans	56,8	67,6	60,6	57,1	66,1	60,3
• 45 ans et plus	35,5	56,9	43,1	34,3	56,3	41,9
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	36,5	58,1	47,5	35,2	57,0	46,4
• Ayant un diplôme	45,9	47,6	46,3	45,8	47,7	46,2
<b>Population active occupée</b>	<b>5 394</b>	<b>5 119</b>	<b>10 513</b>	<b>5 410</b>	<b>5 090</b>	<b>10 500</b>
Taux d'emploi	35,6	52,9	42,3	35,0	52,2	41,7
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total. dont :	96,0	62,0	79,4	96,3	61,6	79,5
— Salariés	69,0	42,7	59,0	68,6	42,2	58,7
— Auto-employés	31,0	57,3	41,0	31,4	57,8	41,3
<b>Population active occupée sous employée</b>	<b>502</b>	<b>538</b>	<b>1 040</b>	<b>544</b>	<b>597</b>	<b>1 141</b>
Taux de sous emploi	9,3	10,5	9,9	10,1	11,7	10,9
<b>CHOMAGE</b>						
<b>Population active en chômage</b>	<b>904</b>	<b>253</b>	<b>1 157</b>	<b>926</b>	<b>243</b>	<b>1 169</b>
Taux de féminisation de la population active en chômage	33,6	14,2	29,3	33,0	14,4	29,2
Taux de chômage	14,3	4,7	9,9	14,6	4,5	10,0
— Selon le sexe						
• Hommes	12,2	5,9	9,5	12,5	5,7	9,6
• Femmes	21,9	2,1	11	22,1	2,1	11,2
— Selon l'âge						
• 15-24 ans	39,1	10,0	21,3	41,5	11,1	23,0
• 25-34 ans	20,4	5,6	14,1	21,7	5,3	14,7
• 35-44 ans	7,3	2,7	5,5	7,3	2,2	5,3
• 45 ans et plus	4,8	1,7	3,4	4,1	1,3	2,8
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	7,4	3,0	4,7	7,4	2,5	4,3
• Ayant un diplôme	19,1	11,2	17,3	19,2	11,8	17,5

Source : Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique), Enquête nationale sur l'emploi.

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat  
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : [statguichet@statistic.gov.ma](mailto:statguichet@statistic.gov.ma)  
[www.hcp.ma](http://www.hcp.ma)

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



NOTRE MONDE EST CAPITAL

# Repères statistiques

## Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Les Comptes nationaux trimestriels Quatrième trimestre 2015.....	3
Situation du marché du travail Premier trimestre 2016.....	4

## BULLETIN MENSUEL

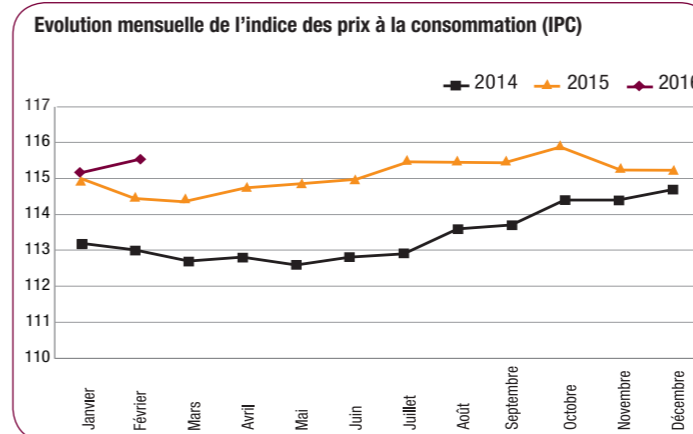
## PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de février 2016, une hausse de 0,2% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,4% de l'indice des produits alimentaires et de la stagnation de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,9% au cours du mois de février 2016. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des deux premiers mois de 2016, par rapport à celui de la même période de 2015, s'établit à +0,5%.



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES DEUX PREMIERS MOIS		
	JAN. 2016	FEV. 2016	VAR. %	2015	2016	VAR. %
<b>Produits alimentaires</b>	<b>123,2</b>	<b>123,7</b>	<b>0,4</b>	<b>122,9</b>	<b>123,5</b>	<b>0,5</b>
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	123,3	123,8	0,4	123,2	123,6	0,3
Boissons alcoolisées et tabac	122,7	122,7	0,0	118,2	122,7	3,8
<b>Produits non alimentaires</b>	<b>109,6</b>	<b>109,6</b>	<b>0,0</b>	<b>109,0</b>	<b>109,6</b>	<b>0,6</b>
Articles d'habillement et chaussures	114,0	113,9	-0,1	112,8	114,0	1,1
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	113,7	113,7	0,0	112,6	113,7	1,0
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	108,9	108,9	0,0	108,5	108,9	0,4
Santé	104,3	104,3	0,0	104,1	104,3	0,2
Transport	107,0	106,8	-0,2	107,5	106,9	-0,6
Communication	59,5	59,5	0,0	59,5	59,5	0,0
Loisirs et culture	97,0	97,5	0,5	96,4	97,3	0,9
Enseignement	141,4	141,4	0,0	138,5	141,4	2,1
Restaurants et hôtels	124,0	124,2	0,2	121,3	124,1	2,3
Biens et services divers	114,1	114,2	0,1	113,8	114,2	0,4
<b>Indice général</b>	<b>115,3</b>	<b>115,5</b>	<b>0,2</b>	<b>114,8</b>	<b>115,4</b>	<b>0,5</b>

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES DEUX PREMIERS MOIS		
	JAN. 2016	FEV. 2016	VAR. %	2015	2016	VAR. %
Agadir	113,1	113,6	0,4	112,7	113,4	0,6
Casablanca	118,0	117,7	-0,3	117,5	117,9	0,3
Fès	115,3	115,3	0,0	115,0	115,3	0,3
Kénitra	114,1	114,2	0,1	114,4	114,2	-0,2
Marrakech	115,2	115,6	0,3	114,4	115,4	0,9
Oujda	113,9	113,7	-0,2	114,3	113,8	-0,4
Rabat	113,3	114,0	0,6	112,6	113,7	1,0
Tétouan	114,3	114,2	-0,1	113,7	114,3	0,5
Meknès	118,6	118,5	-0,1	117,1	118,6	1,3
Tanger	117,4	117,7	0,3	116,1	117,6	1,3
Laâyoune	114,7	115,0	0,3	114,5	114,9	0,3
Dakhla	115,6	116,1	0,4	114,4	115,9	1,3
Guélmim	114,2	115,1	0,8	113,8	114,7	0,8
Settat	113,9	113,9	0,0	113,9	113,9	0,0
Safi	110,0	111,5	1,4	110,7	110,8	0,1
Beni-Mellal	113,4	113,4	0,0	113,3	113,4	0,1
Al-Hoceima	114,9	115,2	0,3	114,6	115,1	0,4
<b>Ensemble</b>	<b>115,3</b>	<b>115,5</b>	<b>0,2</b>	<b>114,8</b>	<b>115,4</b>	<b>0,5</b>

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de février de l'année 2016, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Safi avec 1,4%, à Guélmim avec 0,8%, à Rabat avec 0,6% et à Agadir et Dakhla avec 0,4%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Casablanca avec 0,3%, à Oujda avec 0,2% et à Tétouan et Meknès avec 0,1%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des deux premiers mois de 2016 par rapport à la même période de 2015 des hausses, notamment à Meknès, Tanger et Dakhla avec 1,3%, à Rabat avec 1,0%, à Marrakech avec 0,9% et à Guélmim avec 0,8%; en revanche, l'indice a enregistré des baisses à Oujda avec 0,4% et à Kénitra avec 0,2%.

Evolution des variations interannuelles de 2014 à 2016

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	FÉVRIER/FÉVRIER (1)	LES DEUX DERNIERS MOIS (2)
2014	0,4	0,5
2015	1,3	1,5
2016	0,9	0,5

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.  
(2) Variation de l'indice moyen des deux premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

# INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

## Secteurs productifs

	2013-2014	2014-2015	VAR.%
<b>Agriculture</b>			
Superficie des principales céréales (en milliers d'Ha)			
Blé dur	904,8	998,9	10,4
Blé tendre	2 081,4	2 309,0	10,9
Orge	1 585,2	2 064,0	30,2

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime.

	Situation au mois de janvier		
	2015	2016*	VAR.%
<b>Energie</b>			
Production nette d'électricité (GWh)	2 433	2 418	-0,6
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	242	...	...

	Situation au mois de janvier		
	2015	2016*	VAR.%
<b>Bâtiment</b>			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	1 084	1 215	12,1

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

## Echanges extérieurs

	Situation au mois de janvier		
(En millions de dirhams)	2015*	2016*	VAR.%
<b>Commerce Extérieur (FAB)</b>			
<b>Exportations</b>	<b>25 025</b>	<b>25 904</b>	<b>3,5</b>
Biens	15 047	15 978	6,2
Services	9 978	9 926	-0,5
dont : voyages	3 976	3 785	-4,8
<b>Importations</b>	<b>29 168</b>	<b>28 283</b>	<b>-3,0</b>
Biens	23 717	22 449	-5,3
Services	5 451	5 834	7,0
<b>Solde commercial</b>	<b>-4 143</b>	<b>-2 379</b>	
<b>Taux de couverture (en %)</b>	<b>85,8</b>	<b>91,6</b>	
<b>Recettes M.R.E.</b>	<b>4 905</b>	<b>4 859</b>	<b>-0,9</b>

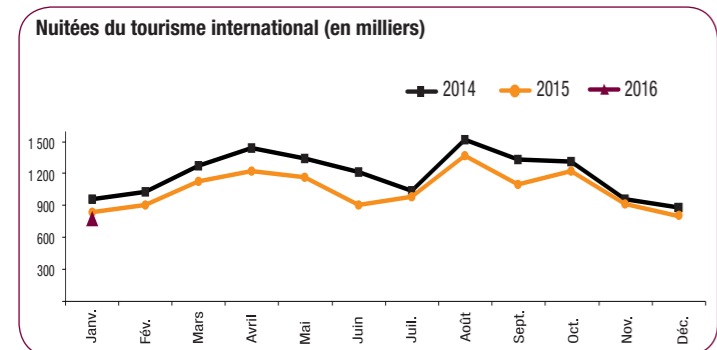
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

## Tourisme

	Situation au mois de janvier		
	2015	2016	VAR.%
<b>Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)</b>	<b>1 225</b>	<b>1 194</b>	<b>-2,6</b>
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	830	767	-7,6

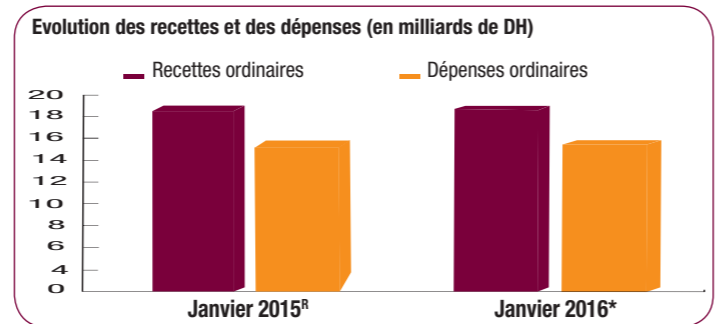
Source : Ministère du Tourisme.



## Finances publiques

	Situation au mois de janvier		
(En millions de dirhams)	2015 <sup>R</sup>	2016*	VAR.%
<b>Recettes ordinaires</b>	<b>18 833</b>	<b>19 083</b>	<b>1,3</b>
<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>15 701</b>	<b>15 636</b>	<b>-0,4</b>
Dettes publiques	1 653	1 093	-33,9
<b>Investissement</b>	<b>8 344</b>	<b>11 435</b>	<b>37,0</b>
<b>Solde des Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>5 351</b>	<b>8 054</b>	
<b>Déficit / Excédent global</b>	<b>139</b>	<b>66</b>	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

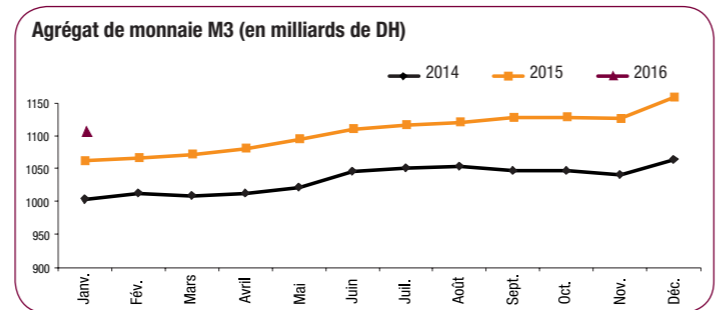


## Monnaie

	Situation au mois de janvier		
(En millions de dirhams)	2015 <sup>R</sup>	2016*	VAR.%
<b>Agrégat de monnaie M3</b>	<b>1 063 843</b>	<b>1 116 409</b>	<b>4,9</b>
<b>Agrégats de placements liquides</b>	<b>479 912</b>	<b>547 507</b>	<b>14,1</b>
<b>Contreparties de la monnaie M3 (1)</b>	<b>1 063 843</b>	<b>1 116 409</b>	<b>4,9</b>
Créances sur l'économie	876 867	889 781	1,5
Créances nettes sur l'administration centrale	146 854	149 521	1,8
Réserves Internationales Nettes	183 655	229 476	24,9
Ressources à caractère non monétaire	172 210	176 968	2,8
Autres contreparties de M3	28 677	24 599	-14,2

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



## Marché de capitaux

	Situation au mois de janvier		
	2015 <sup>R</sup>	2016*	VAR.%
<b>Bourse</b>			
Volume des transactions (en millions de DH)	3 062	1 421	-53,6
Capitalisation boursière (en millions de DH)	514 140	451 369	-12,2
Indice MASI	10 222,56	8 898,99	-12,9
Indice MADEX	8 379,11	7 256,97	-13,4
<b>O.P.C.V.M.</b>	<b>12 Fév. 2016</b>	<b>11 Mars 2016</b>	<b>VAR.%</b>
Nombre	409	409	0,0
Actifs nets (en millions de DH)	325 837	333 419	2,3

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

... Données nom disponibles \* : Données provisoires R : Données rectifiées

# LES COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

## Quatrième trimestre 2015

L'arrêt des comptes nationaux du quatrième trimestre 2015 montre une croissance économique de 5,2% au cours de ce trimestre, au lieu de 2,2% durant la même période de l'année 2014. Cette évolution est le résultat d'une augmentation de l'activité agricole et d'une forte amélioration des activités non agricoles.

Dans ce cadre, la valeur ajoutée du secteur primaire en volume, corrigée des variations saisonnières (cvs) a enregistré une augmentation de 12,3% au quatrième trimestre 2015 au lieu d'une baisse de 0,7% durant la même période en 2014. Cette évolution s'explique par la hausse de l'activité de l'agriculture de 13,5% au lieu d'une baisse de 1,3% et par la baisse de celle de la pêche de 2,2% au lieu d'une hausse de 9,3%.

La valeur ajoutée du secteur secondaire a connu, de sa part, une forte amélioration de 4,1% au lieu d'une baisse de 0,3% durant le quatrième trimestre de l'année précédente. Ceci est le résultat de la hausse des valeurs ajoutées des activités :

- de l'électricité et eau de 6,4% au lieu de 3,6% ;
- des industries de transformation de 4,5% au lieu d'une baisse de 0,5% ;
- du bâtiment et travaux publics de 2,9% au lieu de 0,9% ;
- de l'industrie d'extraction de 2,1% au lieu d'une baisse de 3,5%.

Le secteur tertiaire a dégagé, de son côté, une valeur ajoutée, en augmentation, de 2,5% au lieu de 1,2% enregistré une année auparavant. A l'exception de l'activité des hôtels et restaurants qui a connu une baisse de sa valeur ajoutée de 1,8% au lieu de 0,3%, toutes les composantes de ce secteur ont connu des augmentations :

- des postes et télécommunications de 6,6% au lieu de 6,2% ;
- du commerce de 4,3% au lieu d'une baisse de 0,4% ;
- des services rendus aux ménages et aux entreprises de 3% au lieu de 1,3% ;
- des services financiers et assurances de 2,3% au lieu d'une baisse de 1,1% ;
- du transport de 2,1% au lieu d'une hausse 5,3% ;
- des services rendus par l'administration publique générale et sécurité sociale de 1,5% au lieu de 2,3% ;
- des services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale de 1,4% au lieu d'une baisse de 0,3%.

Aux prix courants, l'accroissement du PIB a été de 7,1%, dégageant ainsi une hausse de son prix implicite de 1,9% au lieu de 1,1%.

Au niveau des emplois du PIB en volume, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 5% au lieu de 2,6% la même période de l'année précédente, contribuant ainsi pour 3 points à la croissance au lieu de 1,5 point. La consommation finale des administrations publiques, en revanche, a affiché une baisse de 1,9% au lieu d'une hausse de 0,7%, contribuant négativement à la croissance (-0,4 point). De son côté, l'investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a connu une hausse de 6,7% au lieu d'une baisse de 1,6%, avec une contribution à la croissance de 2,1 points au lieu d'une contribution négative de 0,5 point, durant le même trimestre de l'année précédente.

Les échanges extérieurs de biens et services, de leur côté, ont dégagé une contribution positive à la croissance, se situant à 0,5 point au lieu de 1 point le même trimestre de l'année précédente. Dans ce cadre, les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 7,8% au lieu de 1,7% et les importations ont augmenté de 4,8% au lieu d'une baisse de 0,9%.

## Valeurs ajoutées (cvs) aux prix de l'année précédente chaînés base 2007 par branche d'activité

SECTEUR ET BRANCHE	(en millions de dhs)		
	4 <sup>ème</sup> trimestre 2014	4 <sup>ème</sup> trimestre 2015	Glissement annuel
<b>Secteur agricole</b>	<b>28 150</b>	<b>31 958</b>	<b>13,5</b>
<b>Secteur non agricole</b>	<b>165 271</b>	<b>170 150</b>	<b>3,0</b>
Pêche	2 306	2 256	-2,2
Industrie d'extraction	3 018	3 081	2,1
Industries de transformation	29 580	30 905	4,5
Electricité et eau	4 658	4 958	6,4
Bâtiment et travaux publics	11 281	11 605	2,9
Commerce	17 663	18 416	4,3
Hôtels et restaurants	4 302	4 227	-1,8
Transports	8 335	8 510	2,1
Postes et télécommunications	12 222	13 031	6,6
Activités financières et assurances	11 024	11 277	2,3
Services rendus aux entreprises et services personnels	25 547	26 313	3,0
Administration publique générale et sécurité sociale	18 905	19 181	1,5
Education, santé et action sociale	17 513	17 751	1,4
Impôts sur les produits nets des subventions	28 376	32 213	13,5
<b>Produit intérieur brut en volume</b>	<b>220 510</b>	<b>232 065</b>	<b>5,2</b>
<b>PIB hors agriculture</b>	<b>192 042</b>	<b>200 167</b>	<b>4,2</b>
<b>Produit intérieur brut en valeur</b>	<b>237 074</b>	<b>254 017</b>	<b>7,1</b>

## Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 2007

	(en millions de dhs)		
	4 <sup>ème</sup> trimestre 2014	4 <sup>ème</sup> trimestre 2015	Glissement annuel
Dépenses de consommation finale des ménages	127 938	134 392	5,0
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	39 775	39 019	-1,9
Dépenses de consommation finale des ISBL	1 128	1 162	3,0
Formation brute de capital	70 558	75 287	6,7
Exportations de biens et services	69 045	74 432	7,8
Importations de biens et services	90 249	94 612	4,8

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

